

### Bien vivre dans les Alpes!

#### Face à la rareté des ressources, quelle politique créative ?

Message de la CIPRA dans le cadre de la conférence annuelle 2014

Les ressources sont limitées, y compris dans les Alpes. Les nouvelles technologies et concepts économiques (telles que l'économie verte ou l'efficacité énergétique) font miroiter des réponses aux défis environnementaux et climatiques sans remettre en question le paradigme de la croissance. Pourtant, la réalité montre que la consommation de ressources naturelles et les émissions de gaz à effet de serre ne cessent de croître. Or, le paradigme de la croissance économique reste la base de la grande majorité des politiques publiques – à tous les échelons.

Cela engendre une pression accrue sur les milieux et les espèces naturels. Y compris dans les Alpes, une des régions européennes avec la plus grande diversité d'espèces et de paysages. L'aménagement des rares cours d'eau encore naturels se poursuit, les paysages et milieux naturels sont grignotés par l'urbanisation et les voies de communication, l'érosion de la diversité faunistique et floristique continue.

L'homme aussi est sous pression du fait de l'augmentation des risques naturels, de la perte d'espaces naturels et de la dégradation de la qualité de l'air, des sols, de l'eau, des aliments. Par ailleurs, dans une société au service de la croissance économique, la population subit également des pressions socioéconomiques fortes, par exemple à travers un climat professionnel tendu, une compétition acharnée ou encore la marginalisation à travers le chômage ou les inégalités économiques croissantes.

Comme le montre la conférence annuelle de la CIPRA, en marge des tendances économiques et politiques globales, de nombreuses initiatives individuelles portées par des personnes, des communes ou des entreprises émergent et ouvrent des voies vers de nouvelles formes de richesses et une économie du bien commun. Auto-partage, Initiatives citoyennes pour la maîtrise du foncier, agriculture collaborative, ateliers de réparation, autant d'initiatives qui se mettent en réseau, contribuent à des travaux de recherches empiriques ou académiques, créent de nouveaux concepts.

Il est donc possible de se réapproprier l'avenir. La CIPRA en appel aux responsables politiques pour que les politiques publiques ouvrent leurs portes à ces nouvelles façons de vivre en société et de concevoir la richesse. L'Union européenne, avec par exemple la Stratégie européenne pour les Alpes, mais aussi la Convention alpine, les états et les collectivités territoriales doivent faciliter l'émergence et l'expérimentation de nouvelles activités socio-économiques, qui ne se basent pas sur une augmentation de la consommation de ressources, mais plutôt sur un nouveau système de valeurs. Cela implique de fixer un objectif clair de réduction de la consommation de ressources tout en renforçant la participation citoyenne, terreau d'initiatives en faveur d'un nouveau style de vie et d'économie.



Le besoin de nouvelles stratégies dans les Alpes se fait particulièrement ressentir dans les domaines suivants.

### Privilégier les économies locales

A l'instar de la politique économique globale, qui bénéficie à une minorité d'acteurs, souvent hors des Alpes, les politiques publiques doivent favoriser les circuits économiques locaux, en privilégiant la qualité à long terme et les acteurs économiques locaux. Les économies locales sont caractérisées par des trajets courts et par des productions adaptées aux besoins et à la demande.

La redécouverte de la dimension locale permet de renforcer les liens entre producteurs et consommateurs, entre produits finis et matières premières. Tous s'identifient davantage avec les produits et leurs origines et en retirent une plus grande confiance en soi et un plus grand respect du produit et des ressources naturelles. Cela permet de rétablir un rapport plus équilibré entre liens sociaux d'une part et consommation de biens matériels d'autre part. Des systèmes économiques non monétaires et qui se basent sur l'utilisation de biens plutôt que sur leur possession, peuvent ainsi plus facilement émerger. Une économie relocalisée peut également permettre de réduire les flux de transports, et ainsi réduire l'impact des transports sur l'environnement et la qualité de vie.

Pour maintenir une telle économie régionale il est également important de garantir les services publics de base (école, poste, médecins...).

Une nouvelle politique économique et régionale de l'UE et des états alpins devrait se focaliser sur le soutien des circuits économiques régionaux et ouvrir la voie à des systèmes économiques non monétaires.

# Une politique active d'aménagement du territoire plutôt qu'une gestion du territoire

Dans bon nombre de régions alpines, le paysage est de plus en plus mité et l'espace est souvent utilisé de façon inefficace et peu respectueuse de l'environnement. L'aménagement du territoire se limite à la coordination et la gestion des besoins fonciers croissants des différents groupes d'intérêt. D'autres régions font au contraire face à une désertification, les villages se vident, les forêts gagnent du terrain. Dans de nombreux cas, malgré d'importants investissements, cette tendance ne peut être inversée. La situation socio-économique des populations de ces régions est difficile.

Cela implique de passer d'une simple gestion à une action stratégique, en acceptant d'adresser des sujets souvent tabous, que ce soit la densification systématique de l'habitat, l'équilibre entre zones constructibles et non constructibles, l'utilisation plus efficace du bâti existant et la limitation de l'aménagement de nouveaux espaces pour certains secteurs



comme le tourisme ou les transports. Ou d'un autre côté, il faut pouvoir envisager les démontages d'infrastructure ou la réduction de surcapacités touristiques, comme des opportunités qui peuvent aussi être positives.

Face à cette situation, nous demandons une politique ambitieuse d'aménagement du territoire qui permette un meilleur équilibre entre les montagnes surexploités et celles en cours de désertification. Il s'agit d'une part de protéger les réserves foncières – relativement faibles dans certaines parties des Alpes – de la spéculation et du gaspillage. Ceci afin de maintenir la qualité de vie et le dynamisme économique de la région. D'autre part une politique alpine d'aménagement du territoire doit permettre de développer des visions positives et innovantes, avec la population locale, pour aider les régions en déclin à ne pas uniquement subir ce phénomène, mais à modeler activement l'avenir.

# La transition énergétique, une chance à saisir pour consommer moins d'énergie

Dans le cadre de la transition énergétique beaucoup de pays et régions cherchent avant tout à remplacer les énergies nucléaires et fossiles par des énergies renouvelables, supposées « propres ». Les Alpes disposent pour cela de ressources importantes, en particulier l'eau, le bois ou encore l'ensoleillement. Celles-ci sont déjà fortement utilisées. Accroître encore l'exploitation de ces ressources détruirait davantage les paysages alpins et les espèces faunistiques et floristiques qui en font l'unicité.

Nous demandons à ce que la réorientation de la politique énergétique dans l'UE et dans les Etats alpins se produise dans le respect maximum des paysages et des écosystèmes fragiles des Alpes. La politique énergétique doit d'abord miser sur l'efficience énergétique. Les besoins résiduels en énergie doivent être couverts par des énergies renouvelables. Pour cela il faut limiter la subvention à la production d'énergie et au contraire mettre en place des mécanismes de soutien aux économies d'énergie.